

Et pendant c'temps là...

La crise sanitaire a fragilisé des publics déjà en situation de vulnérabilité. Les associations qui les soutiennent ont été obligées de redoubler d'efforts pour atténuer les effets dévastateurs de la pandémie pour ces personnes en grande difficulté. Voici deux exemples illustrant cette réalité.

Philippe PIERSON & Annick PAGE



Les banques alimentaires perdent en convivialité

À l'asbl la Rochelle de Roux près de Charleroi, la banque alimentaire a dû adapter son fonctionnement. En temps normal, les bénéficiaires viennent chercher leur colis et peuvent partager une tasse de café, se poser, échanger avec d'autres personnes. Ce n'est plus possible aujourd'hui, en temps d'épidémie. D'anciens bénéficiaires, devenus volontaires pour aider à la distribution, ont interrompu leur bénévolat pour cause de confinement et de distanciation sociale. Pour beaucoup, cet engagement était une manière de redonner du sens à leur existence. Il a fallu organiser des horaires stricts de distribution, limiter les manipulations et intégrer 25% de nouvelles personnes en demande d'aide d'urgence. Le travail communautaire, si cher à l'asbl, s'en est trouvé complètement mis à mal.



Les inégalités renforcées dans l'accès au logement des jeunes

Chaque année, des jeunes de 18 ans sont obligés de quitter les institutions d'aide à la jeunesse qui les accueillent, parce qu'ils ont atteint la limite d'âge. Enfin l'autonomie, la liberté ? Que nenni ! Quasi du jour au lendemain, ils se retrouvent seuls, livrés à eux-mêmes, devant faire face à toutes les tâches du quotidien, du nettoyage du linge à la préparation des repas, sans oublier toute la gestion administrative qui incombe à un ménage. La plupart d'entre eux, étant encore aux études secondaires et sans ressources, font appel au CPAS.

Le plus grand et premier défi pour eux est de trouver un logement. Pas évident quand il faut se présenter avec un bagage difficile à mettre en valeur. Les propriétaires se montrent frileux...

Suite à la période de confinement liée à la crise sanitaire, cette étape a pris des allures de parcours du combattant. Après une longue période de fermeture, les agences immobilières ont relancé leurs activités en même temps. Et on a connu un boum des visites ! Là où il y avait cinq candidats pour un petit logement avant la crise, on est passé à vingt-cinq ! Par conséquent, ces jeunes ne sont jamais sélectionnés. Et ils ne sont pas les seuls à subir cette situation !

L'AMO de Ciney, qui accompagne ces jeunes dans leur recherche de logement et dans tous les aspects de la vie quotidienne, juge la situation très inquiétante. Elle constate que, si le phénomène n'est pas neuf, la crise sanitaire actuelle a décuplé les inégalités d'accès aux droits fondamentaux tels que le logement. Au milieu des questions habituelles relatées dans les médias, il est essentiel de mettre le projecteur sur ce phénomène qui place les populations les plus jeunes dans une position difficilement supportable...